

DÉPARTEMENT
<b>CORREZE</b>
CANTON
<b>TULLE</b>
COMMUNE
<b>TULLE</b>

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARRETE DE PROLONGATION DE L'ARRÊTE N°23-503 du 30 juin 2023  
PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VEHICULES  
SUR L'AVENUE RAYMOND POINCARE  
JUSQU'AU VENDREDI 21 JUILLET 2023  
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par l'entreprise SAUR - Centre Corrèze Périgord, représentée par M. BOUDOUT Anthony, située Parc d'entreprises Brive Ouest - 2 rue Alfred Deshors 19316 BRIVE CEDEX, afin de lui permettre d'effectuer des travaux de rénovation du réseau assainissement, sur l'avenue Raymond Poincaré pour le compte de Tulle Agglo ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement de tous véhicules sur la voie précitée.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE-1 : L'arrêté municipal n°23-503 du 30 juin 2023 est prolongé jusqu'au vendredi 21 juillet 2023, le demandeur sera autorisé à effectuer des travaux de rénovation du réseau assainissement, sur l'avenue Raymond Poincaré pour le compte de Tulle Agglo déjà prévu sur l'arrêté municipal n°23-466.**

La circulation de tous les véhicules légers et PL de moins de 7.5 T sera interdite, sur l'avenue Raymond Poincaré entre son intersection avec la rue Souham/ place Maschat et son intersection avec la rue Joannes Plantadis.

Des panneaux KC1 matérialiseront cette restriction.

Les PL de plus de 7.5T uniquement seront autorisés à circuler sur l'avenue Raymond Poincaré, vu avec le demandeur qui s'engage à tout mettre en œuvre afin de laisser le passage des gros tonnages (livraison Hôpital...)

**Pas d'accès possible pour les services de secours et d'urgence.**

**ARTICLE-2 :** La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service du Domaine Public de la ville de TULLE.

**ARTICLE-3 :** Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

**ARTICLE-4 :** Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE-5 :** Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE-6 :** Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police  
- Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle agglo Service Transport

**ARTICLE-7 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE-8 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE-9 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE-10 :** Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le lundi 17 juillet 2023

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

